

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE  
T/COM.6/L.67  
5 mars 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DU "TOGOLAND CONGRESS"  
CONCERNANT LE TCGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

TOGOLAND CONGRESS

SECRETARIAT NATIONAL  
Boîte postale 85  
HOHOE

Le 23 février 1956

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 15 février 1956.

Je suis chargé d'appeler votre attention sur le fait que pendant toute la période de l'établissement des listes électorales, la présentation de quittances d'impôt a été considérée comme une condition indispensable de la participation au plébiscite organisé au Togo.

Le Commissaire au plébiscite, qui accompagnait S. Exc. le Gouverneur, Sir Charles Noble Arden Clarke, lors de la tournée qu'il a faite dans le Territoire les 26 et 27 janvier, a noté que partout où s'arrêtait le Gouverneur, les chefs et les habitants lui demandaient s'il était indispensable de présenter des quittances d'impôt.

Nous prions le Commissaire de bien vouloir se reporter à la communication en date du 6 février 1956, émanant de l'un de nos secrétaires régionaux et accompagnée d'une note portant la signature de M. V.C.K. Doh, préposé à l'inscription dans la circonscription A de Likpe Lolobi, communication dont il a dû recevoir une copie.

A M. le Commissaire des Nations Unies au plébiscite  
Bureau du Commissaire au plébiscite  
Sac postal spécial  
HO.

Il est donc inexact de dire que le rapport des observateurs des Nations Unies et l'enquête que le Commissaire a faite en personne dans les bureaux d'inscription ont montré que la présentation de quittances d'impôt n'était pas exigée pour l'inscription en vue du plébiscite.

Je note avec satisfaction que le Commissaire s'est déclaré disposé à collaborer avec les organisations qui s'intéressent au plébiscite du Togo et qu'il s'est enquis auprès de l'Administrateur des mesures prises à la suite des divers rapports que nous avons soumis tant à l'Administrateur qu'au Commissaire lui-même.

Veillez agréer, etc.

Le Secrétaire général du  
Togoland Congress :

(Signé) S.G. ANTOR

Copie à M. L'Administrateur du plébiscite,  
Ho

M. le Secrétaire général de l'Organisation  
des Nations Unies  
New-York.

/...

TOGOLAND CONGRESS

SECRETARIAT NATIONAL  
Boîte postale 85  
HOHOE

Le 23 février 1956

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 15 février 1956.

Je dois dire que si l'Administrateur du plébiscite a trouvé le temps de vous informer des mesures qu'il a prises, il n'a pas cru nécessaire de répondre à la communication dans laquelle nous soulevions ces questions, et encore moins de nous faire connaître les mesures qu'il prenait.

Je regrette que vous n'ayez pas indiqué dans votre lettre la nature des mesures prises par l'Administrateur à ce sujet ni le résultat de ces mesures.

Il nous semble que l'Administrateur ne souhaite pas ouvrir une enquête sur les irrégularités dont nous nous plaignons; ou s'il le fait, il ne veut pas que nous en connaissions le résultat. Nous avons pourtant tout lieu de protester contre l'achat de camions en vue du plébiscite et l'octroi des permis correspondants par le Ministre des finances du Cabinet CPP de la Côte de l'Or. L'Administrateur a dit qu'il allait soumettre cette affaire au Commissaire au plébiscite. Rien n'a été fait jusqu'ici et les camions circulent toujours dans le Territoire sous tutelle, de sorte que le plébiscite est soumis à une influence extérieure. Il y a aussi le problème que pose l'afflux des personnes venant du Peki et d'autres régions de la Côte de l'Or. Ce fait a été signalé de même à l'Administrateur qui, après avoir procédé à une enquête, a admis dans sa lettre No TA.60/114 qu'il avait constaté en effet un tel afflux à Kpedze, mais que les personnes dont il s'agissait s'étaient vu refuser l'inscription sur les listes électorales ou avaient renoncé à la demander pour ne pas s'exposer à un refus.

A M. Le Commissaire des Nations Unies au plébiscite  
Bureau du Commissaire au plébiscite  
Sac postal spécial  
HO.

/...

Non seulement il n'y a pas eu de poursuites, mais on n'a même pas envisagé de prendre une mesure quelconque; l'Administrateur nous a simplement suggéré de faire opposition à l'inscription de ces électeurs, conformément à l'article 8, paragraphe 2, du Règlement de 1955 relatif au plébiscite du Togo, ce qui ne permettrait, en fait, qu'un contrôle a posteriori.

Les cas de ce genre se comptent par myriades et je doute que le Togoland Congress veuille encore se contenter d'une telle passivité à l'égard de ses droits légitimes, s'agissant d'un plébiscite qui doit décider le sort du peuple togolais. Le Congress doit se réunir prochainement pour étudier les mesures à prendre.

..... Veuillez agréer, etc.

(Signé) S.G. ANTOR  
Secrétaire général

Copie à M. le Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies  
New-York

-----